

POLITIQUE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS AMÉRICAINS DANS LA RÉGION D'AFRIQUE DU NORD ET MOYEN ORIENT

P/Nassima Hocine

سياسة الاستثمارات الأمريكية المباشرة في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا

أ- نسيمة حسين

جامعة الجزائر 3

ملخص:

في السياق العالمي الحالي، ولدت احتياجات المستهلكين اهتماما كبيرا للحصول على الموارد. لم تعد المعركة تتعلق بالأقاليم وإنما صارت تستهدف رؤوس الأموال.

في هذه الديناميكية، و رغم بروز فاعلين جدد، لا تزال الولايات المتحدة الأمريكية تهيمن و تجعلها تجربتها في ميدان الرأسمالية على أعلى المنصة فيما يتعلق بإصدار الاستثمارات الأجنبية المباشرة.

إن منطقة شمال أفريقيا والشرق الأوسط هي إحدى أكثر المناطق مطمعا نظرا لمواردها، وهو ما تشهد عليه التدخلات الأجنبية والاضطرابات الأخيرة.

للولايات المتحدة العديد من الاتفاقيات وبرامج للاستثمار مع تلك المنطقة. ومع هذا، فإن هذه الأخيرة لا تستفيد سوى من جزء ضئيل من الاستثمارات الأجنبية المباشرة الأمريكية.

سوف يعرض مقالنا مختلف أدوات سياسة الاستثمار الأمريكية مع محاولة تسليط الضوء على أسباب قصورها في حالة منطقة شمال إفريقيا والشرق الأوسط فضلا عن سبل تحسين هذا الوضع.

Introduction

Dans un contexte mondial caractérisé par des besoins croissants et une recherche effrénée pour les ressources, les Etats-Unis d'Amérique dominant malgré la forte concurrence et l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène économique internationale.

Premier émetteur mondial d'IDE, a mis en place toute une politique pour saisir les opportunités de par le Monde.

Leur intérêt pour les importantes richesses que recèle la région Afrique du Nord et Moyen Orient (Middle East and North Africa - MENA)¹ s'est souvent manifesté à travers leurs interventions militaires dans la région, leurs démarches politiques et positions diplomatiques.

Sur le plan purement économique, plusieurs accords et programmes pour l'encouragement de l'investissement dans la région existent², mais le constat est que les résultats sont très réduits.

Quelles sont les raisons de la limitation de la portée de la politique d'investissements des Etats-Unis envers la région MENA et quelles pourraient être les voies de sa dynamisation ?

I- Politique américaine de commerce et d'investissement pour la région MENA :

Les Etats-Unis ont une batterie d'outils généraux (accords et programmes) pour le développement du commerce et de l'investissement avec le reste du Monde mais ils ont également mis en place des dispositifs spécifiques (régionaux) pour la promotion du commerce et de l'investissement avec des régions données comme c'est le cas pour la région MENA.

¹ Il n'y a pas de définition unifiée pour l'appellation « région MENA ». On a tendance à comprendre par cette appellation, le groupe des pays arabes. Or, on notera, selon les organismes et études, l'inclusion ou l'exclusion de pays comme Israël, l'Iran, la Turquie, Djibouti, Malte, le Soudan, la Mauritanie.

La Banque Mondiale y compte les pays suivants : Algérie, Bahreïn, Djibouti, Egypte, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Syrie, Tunisie, Emirats Arabes Unis, la bande de Gaza, Yémen.

Transparency international compte plutôt les pays suivants : Algérie, Bahreïn, Egypte, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Syrie, Tunisie, Emirats Arabes Unis, Soudan, Yémen.

² Les exceptions à cette politique sont l'Iran et la Syrie qui tombent sous des sanctions américaines qui sont liées à son programme nucléaire pour l'Iran et à sa désignation comme Etat sponsor du terrorisme pour la Syrie. La relation à l'Iran a toutefois des chances d'évoluer suite à la signature de l'Accord sur le nucléaire.

1- Politique générale :

La politique générale des Etats Unis pour promouvoir le commerce et l'investissement, qui s'applique aux pays de la région MENA au même titre qu'aux autres pays et régions dans le monde, s'articule autour d'accords bilatéraux pour le commerce et l'investissement et de programmes gouvernementaux pour encourager le commerce et l'investissement (*Voir Annexe*).

La politique des Etats-Unis tient aussi compte de l'adhésion des pays concernés aux accords multilatéraux à travers lesquels les Etats-Unis parviennent à défendre voire imposer les règles du libre marché. Notamment de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

L'adhésion à cette organisation n'est pas explicitement posée comme condition pour la négociation d'accords sur le commerce et l'investissement avec les Etats-Unis comme les accords de libre échange. Toutefois, les accords en question se basent généralement sur les engagements pris dans le cadre de l'OMC et la qualité de membre à ladite organisation est considérée comme tremplin.

Treize (13) pays de la région MENA sur vingt et un (21) sont membres de l'OMC qui compte aujourd'hui 159 membres.

Les pays non membres sont l'Algérie, l'Iran, l'Irak, le Liban, la Libye, la Syrie et le Yémen, qui ont toutefois le statut d'observateur qui leur permet de suivre les discussions qui les concernent, et sont tous en discussions plus ou moins avancées pour une adhésion, à l'exception de la Syrie.

Les Etats-Unis incitent les pays non encore membres de ladite Organisation afin d'y adhérer, proposant leur assistance technique pour le processus d'accession, comme ce fut le cas pour l'Irak, le Liban et le Yémen.

a- Accords bilatéraux pour le commerce et l'investissement :

- Accords cadre pour le commerce et l'investissement (Trade and Investment Framework Agreements - TIFA) : Ce sont des accords entre les Etats-Unis et des pays tiers ou des groupes de pays qui offrent un cadre permanent de consultation pour les questions d'intérêt commun en matière de commerce et d'investissement.

Ils permettent de faciliter l'accès aux marchés et de suivre la mise en œuvre des accords multilatéraux (OMC) et préparent le terrain à une coopération plus développée. Ils sont non-contraignants mais peuvent conduire à la conclusion d'accords de libre échange. Actuellement, les Etats-Unis ont ce genre d'accords avec la plupart des pays de la région MENA.

- Traités d'investissement bilatéraux (Bilateral Investment Treaties - BIT) :

Ces accords mettent en place les règles de bases pour une protection mutuelle des investissements sur les territoires respectifs en assurant un traitement non discriminatoire des investissements par le pays hôte, prévoyant les cadres de règlements des contentieux liés aux investissements, etc.

Sur les 41 accords BIT signés par les Etats-Unis, 5 concernent des pays de la région MENA (le Bahreïn, l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie).

- Accords de libre échange (Free Trade Agreements – FTA) :

A travers ces accords, les pays parties éliminent entre eux les barrières tarifaires et non tarifaires pour le commerce des biens et

services. La réduction des barrières peut être étendue à d'autres domaines comme l'investissement, la propriété intellectuelle, les droits des travailleurs, la protection de l'environnement, etc.

Pour les américains, ces accords permettent de renforcer les réformes des économies des partenaires notamment en matière de transparence, de protection des droits de propriété intellectuelle, de procédures douanières, etc.

Sur les 17 accords FTA que comptent les Etats-Unis avec le reste du Monde, 5 sont conclus avec des pays de la région MENA qui sont : Bahreïn, Israël, la Jordanie, le Maroc et Oman.

Tout pays candidat au libre échange avec les Etats-Unis doit outre le fait d'être membre de l'OMC, avoir signé un accord TIFA antérieurement.

Des négociations pour d'autres accords de libre échange avec d'autres pays de la région ont connu des complications, tel que c'est le cas pour les négociations avec l'Egypte qui sont suspendues depuis 2005 pour des questions relatives notamment au respect des droits de l'homme et le respect de la propriété intellectuelle, ou le cas des négociations avec les Emirats Arabes Unis, suspendues depuis 2007, pour des divergences concernant les questions relatives au travail, l'accès au marché pour les services et les marchés publics.

b- Programmes américains pour le commerce et l'investissement :

- Mesures et programmes pour la promotion des exportations :

Les Etats-Unis ont une variété de mesures pour promouvoir leurs exportations, en fournissant l'information, le conseil, l'assistance,

financement des études de faisabilité, etc. Les principaux programmes de promotion des exportations sont l'Export import Bank et l'USTDA (Trade and Development Agency).

- Programmes de commerce préférentiel (Trade preference programs) :

Ces programmes apportent un traitement préférentiel, généralement sous forme de tarifs réduits ou d'exemption de taxes (duty free), à des importations des pays en développement pour promouvoir leur développement économique et leur croissance en stimulant les exportations et les investissements.

Parmi ces programmes : Les programmes généralisés de préférences (Generalized System of Preferences- GSP), qui sont les plus complets. Ils offrent un traitement tarifaire en hors taxes à certains produits importés de certains pays en développement sans réciprocité.

- Zones industrielles déterminées (qualifying industrial zones-QIZ) :

Cette formule concerne les pays ayant signé un accord de paix avec Israël, en l'occurrence, l'Egypte et la Jordanie, dans la mesure où elle leur permet d'exporter vers les Etats-Unis en hors taxe certains produits manufacturés dans des zones déterminées de leurs territoires à condition qu'ils contiennent un certain pourcentage en composition en provenance d'Israël.

- La Société d'investissements privés américains à l'étranger « Overseas Private Investment Corporation (OPIC) »

Il s'agit d'une agence autonome et autofinancée du gouvernement américain qui, mobilise des capitaux privés pour encourager et faciliter

l'investissement américain dans le reste du Monde et servir la politique étrangère américaine.

Elle aide les entreprises américaines à accéder aux marchés émergents en finançant les projets d'investissement à forte participation américaine à travers des prêts directs pour les petites et moyennes entreprises, des garanties d'emprunts et des assurances contre les risques politiques (couvrant les risques d'expropriation et de restrictions de convertibilité de la monnaie).

Pour la région MENA, l'action de l'OPIC porte davantage sur l'assurance contre les risques politique ...

Créé en 1971, l'OPIC a soutenu des investissements dans plus de 150 pays, pour plus de 200 milliards de dollars d'investissement à travers plus de 4000 projets, générant 74 milliards de dollars d'exportations américaines et soutenant plus de 275.000 emplois américains.

Pour l'année 2011, l'OPIC a généré une entrée nette de 269 millions de dollars. Durant la même année, cet organe a triplé le capital mobilisé le portant à 4,4 milliards de dollars, permettant entre autres la réponse des investisseurs à la situation issue dudit "printemps arabe".

Pour le renforcement du partenariat avec les pays de la région MENA, la Secrétaire d'Etat Clinton a indiqué à cette même période que l'OPIC allait apporter un montant allant jusqu'à 2 milliards de dollars pour encourager les investissements du secteur privé, notamment pour les PME.

2- Politique spécifique à l'adresse de la région MENA :

Face aux récents changements intervenus dans le monde arabe, les Etats-Unis oeuvrent, naturellement, à protéger leurs intérêts dans la région et à profiter des nouvelles opportunités qui s'offrent.

Pour cela, en plus des soutiens politiques et de l'assistance économique, notamment par le biais de l'aide au développement (USAID), ils estiment que l'un des outils essentiels pour la stabilité de la région est le renforcement du commerce et de l'investissement.

a- L'initiative U.S. Middle East Free Trade Area :

L'Administration Bush a lancé en 2003 un plan pour créer une zone de libre échange entre les Etats-Unis et le Moyen Orient (U.S. Middle East Free Trade Area - MEFTA) à l'horizon 2013.

La MEFTA avait pour but de soutenir la croissance économique au Moyen Orient à travers la libéralisation du commerce et de l'investissement sur les plans bilatéral et régional.

L'initiative incluait le soutien actif à l'adhésion à l'OMC, la négociation d'accords bilatéraux d'investissement (BIT) et d'accords de libre échange (FTA).

Ce plan a échoué à créer une zone de libre échange régionale mais a permis de parvenir à la conclusion de plusieurs accords bilatéraux, notamment 4 FTA et l'engagement de discussions concernant deux autres³.

³ Le seul FTA antérieur à cette initiative était celui conclu avec Israël en 1985. Depuis il y a 5 FTA.

Des membres du Congrès ont appelé à mettre en place de nouveaux accords de libre échange⁴ avec l’Egypte et la Tunisie et l’approfondissement des liens économiques avec la Libye⁵.

b - L’initiative Trade and Investment Partnership Initiative (MENA-TIP) :

En Mai 2011, Le Président Obama a annoncé l’initiative de partenariat pour le commerce et l’investissement avec la région MENA (Trade and Investment Partnership Initiative/ MENA-TIP).

L’initiative a pour objectif de faciliter le commerce au sein de la région, promouvoir le commerce et l’investissement avec les Etats-Unis et avec le reste du monde, et ouvrir la voie aux pays de la région MENA notamment ceux ayant engagé les réformes requises pour mettre en place un accord de commerce régional.

L’initiative MENA-TIP peut être considérée comme une partie de la contribution américaine aux efforts internationaux dans le domaine du commerce et de l’investissement dans le cadre du Partenariat de Deauville⁶.

Cependant, l’instabilité politique et sécuritaire de la région a dicté de temporiser.

Dans le cadre de cette initiative, les Etats-Unis ont engagé des actions avec l’Egypte, le Maroc, la Jordanie et la Tunisie, en concentrant la

⁴ Les Etats-Unis ont des accords de libre échange avec cinq (05) pays de la région Israël, le Bahreïn, la Jordanie, le Maroc et Oman.

⁵ Pays ayant connu des bouleversements liés audit “printemps arabe”.

⁶ Partenariat de Deauville : En mai 2011, le G8 a lancé le Partenariat de Deauville avec les pays arabes en transition” qui est un forum pour coordonner l’assistance aux pays en transition de la région MENA, Egypte, Jordanie, Libye, Maroc et Tunisie. Outre les pays du G8 il inclut l’Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït, les Emirats Arabes Unis et la Turquie, ainsi que plusieurs institutions financières internationales. Il vise des outils pour soutenir une croissance inclusive et durable de ces économies et peut permettre de coordonner les efforts avec les autres pays pour développer le commerce et l’investissement avec la région MENA.

coopération initialement sur l'investissement, la facilitation du commerce et le soutien aux PME et les pratiques réglementaires et la transparence.

• Maroc : En décembre 2012, les Etats-Unis ont annoncé la conclusion de deux accords avec le Maroc pour stimuler le commerce et l'investissement bilatéraux et régionaux :

- La déclaration conjointe sur l'investissement international, non contraignante vise à souligner l'engagement à adopter et maintenir un climat d'investissement ouvert et stable.

- La déclaration conjointe sur les services dans le domaine des TIC, non contraignante vise à montrer l'engagement dans le développement global des services dans le domaine des TIC.

Les Etats-Unis et le Maroc discutent de la conclusion d'un troisième accord sur le commerce, contraignant et complétant le FTA signé en 2004 notamment pour ce qui du commerce électronique.

• Jordanie : En janvier, 2013, les Etats-Unis ont annoncé la conclusion avec la Jordanie, comme avec le Maroc, de deux accords bilatéraux :

- une déclaration conjointe sur l'investissement international,

- une déclaration conjointe sur les services dans le domaine des TIC.

Les deux pays ont également conclu un accord sur les droits des travailleurs.

• Egypte : En janvier 2012, les Etats-Unis et l'Egypte ont annoncé leur intention de développer un plan d'action pour renforcer la relation

commerciale bilatérale, tout en identifiant les pas à suivre pour atteindre les objectifs dans trois domaines principaux :

- l'augmentation des exportations peut se faire en renforçant l'utilisation de l'Egypte des programmes GSP et QIZ.
- la promotion de l'investissement peut inclure des missions commerciales et des conférences pour l'investissement, une déclaration conjointe sur l'investissement et les services, et l'assistance technique.
- le renforcement du secteur égyptien des PME peut inclure le partage des meilleures pratiques, établir des centres d'affaires pour les PME en Egypte, et fournir les financements à travers l'OPIC pour encourager les prêts par les banques égyptiennes aux PME égyptiennes.

Les Etats-Unis peuvent négocier des déclarations conjointes avec l'Egypte.

- Tunisie : En 2011, les Etats-Unis et la Tunisie ont relancé les discussions du Conseil du TIFA, établi en 2002, qui s'est de nouveau réuni en 2012⁷.

c- Autres cadres de dialogue : On notera, que les Etats-Unis mènent également des discussions sur les questions relatives au commerce et à l'investissement avec les pays de la région MENA dans d'autres cadres comme celui du dialogue stratégique (c'est le cas pour Algérie).

d-Autres actions du Gouvernement américains en vue d'encourager l'investissement:

⁷ Sans que le pays ne soit concerné par le MENA TIP, il faut noter qu'avec l'Algérie, les discussions dans le cadre du TIFA ont été relancées en 2014 avant de tenir une rencontre du conseil de l'accord cadre en 2015 alors qu'il ne s'était pas réuni depuis 2004. Le TIFA entre les deux pays a été conclu en 2001.

Outre les différents programmes cités, le Gouvernement américain appelle à des réformes économiques des pays d'accueil de l'IDE en vue :

- d'améliorer la gestion des finances publiques, la transparence et la responsabilité gouvernementale, et la réglementation.
- de réduire les barrières commerciales,
- et de promouvoir l'intégration de la région dans l'économie globale.

A cet effet, les Etats-Unis encouragent les pays en question à coopérer avec le FMI et la Banque Mondiale ainsi que d'autres banques internationales de développement pour mettre en place des plans de réformes économiques.

Pour créer plus d'opportunités de commerce et d'investissement pour les compagnies américaines, le gouvernement américain n'hésite pas à défendre les intérêts de ces compagnies et de dialoguer activement avec les gouvernements étrangers quand il estime que les processus d'appels d'offres ne sont pas équitables et transparents⁸.

II – Portée de la politique américaine d'investissements dans la région MENA :

1- Faiblesse des IDE américains dans la région MENA :

Les Etats-Unis sont le premier émetteur d'IDE dans le Monde, tant en stocks qu'en flux.

Le stock d'IDE américains dans le monde en 2013 était de près de 4700 Milliards de dollars, soit deux fois supérieur à ce qu'il était en 2005. Les compagnies américaines détiennent 24% des stocks d'IDE dans le Monde. Elles

⁸ Département d'Etat.

possèdent à l'étranger autant de capital que les entreprises britanniques, allemandes et françaises réunies, qui sont pourtant respectivement 2^e, 3^e et 4^e investisseurs dans le Monde. Les IDE américains se placent loin devant ceux du Japon qui représentent 9,4% des flux mondiaux.

L'Europe demeure la région du Monde qui bénéficie de la plus grande part d'IDE dans le Monde. La région MENA représente une faible proportion des IDE américains.

Les stocks d'IDE américains dans le Monde se répartissent comme suit :

MENA	: 1%
Afrique sub-saharienne	: 1%
Asie-Pacifique	: 15%
Hémisphère occidental	: 28%
Europe	: 56%

La région MENA qui représente une part notable des importations des Etats-Unis en hydrocarbures, elle ne bénéficie, paradoxalement, que d'une infime partie des investissements américains.

Cette région ne représente que 5% du commerce des Etats-Unis et surtout seulement 1% de leurs investissements à l'étranger.

En 2011, le total des stocks d'IDE américains était de 4.200 Milliards de dollars, dont seulement 56 Milliards de dollars, soit à peine plus de 1%, étaient investis dans la région MENA⁹.

⁹ Source Département américain du commerce – Bureau de l'Analyse économique, via le rapport du CRS sur le commerce et l'investissement américains dans la région MENA (mars 2013).

Les investissements américains dans la région MENA sont concentrés dans un certain nombre de pays : l’Egypte, le Qatar, Israël, l’Arabie Saoudite, l’Algérie et les Emirats Arabes Unis¹⁰.

Egypte	: 14,58 Mds dollars
Qatar	: 8,10 Mds dollars
Israel	: 9,56 Mds dollars
Arabie Saoudite	: 8,65 Mds dollars
Algérie	: 5,21 Mds dollars
EAU	: 5,78 Mds dollars

2- Causes de la faiblesse des IDE américains dans la région MENA inhérentes à la politique américaine envers la région :

Les raisons du niveau très faible des IDE américains dans la région MENA sont variées et peuvent être classées en deux catégories selon qu’elles incombent au pays de départ que sont les Etats-Unis et leur politique en la matière, ou qu’il s’agisse de raisons liées aux pays d’accueil. Compte tenu de l’objet de notre étude, c’est la première catégorie qui intéresse notre sujet.

Ainsi, il est possible d’imputer la faible portée de la politique américaine d’investissement envers la région MENA aux causes suivantes :

¹⁰ Les principales firmes privées américaines investissant dans la région MENA sont selon la base de données établie par la firme Uniworld : Starbucks, Pitney Bowes, Polo Ralph Lauren, Sodexo, Coca-Cola, Hertz, Ritz Carlton, Tupperware, UPS, W.R. Grace & Company, Wachovia, 3M, Century 21, Curves, Dale Carnegie, Hewlett Packard, Johnson & Johnson, McDonalds, Microsoft, Motorola, Office Depot, Dun & Bradstreet, Estee Lauder, and Xerox, et plusieurs autres enseignes connues des domaines de la restauration rapide et de l’hôtellerie, ainsi que plusieurs companies activant dans le domaine des hydrocarbures, telles : Chevron, Exxon Mobil, Conoco Phillips, Occidental Petroleum, et Schlumberger.

- L'action de soutien au commerce et à l'investissement offerte par certaines agences gouvernementales américaines demeure à impact limité.

En effet, malgré l'encouragement politique et le soutien financier de l'OPIC, de l'Ex-Im Bank, et de la TDA, les compagnies américaines n'iront que là où elles voient le plus grand intérêt économique pour elles.

L'investisseur ne tient naturellement compte que de son intérêt en premier et avant tout, faisant ainsi abstraction des intérêts politiques qui peuvent motiver une administration donnée à promouvoir l'investissement dans un pays de la région ou même dans la région dans son ensemble.

- Les conditions qui accompagnent la conclusion de certains accords sont parfois difficiles à trouver voire absentes.

- C'est le cas pour la condition de qualité de membre de l'OMC pour les accords de libre échange.

- C'est aussi le cas pour la condition de respect des droits de l'homme qui, selon les américains, fait défaut dans certains pays.

- L'efficacité de la politique américaine d'investissement dans la région MENA est réduite par les hésitations de l'Administration et du Congrès américains face à certains choix à faire concernant :

- Les priorités régionales, entre les FTA en négociation avec la région MENA, d'une part, et le partenariat trans-pacifique (the Trans-Pacific Partnership -TPP) ou un potentiel partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (Transatlantic Trade and Investment Partnership- TTIP), d'autre part.

- Les priorités au sein de la région MENA, entre les FTA par pays¹¹. Les niveaux des relations économiques et les relations politiques des Etats-Unis avec les pays de la région diffèrent.

Ces différences peuvent être générées par les relations des pays de la région avec Israël étant donné que des programmes sont clairement conditionnés par ces relations, comme c'est le cas pour le programme QIZ.

Elles peuvent également être liées aux perceptions des réformes comme c'est le cas pour les pays ayant vécu ledit « printemps arabe » et qui bénéficient désormais de programmes spécifiques.

- L'extension de l'investissement dans le court terme ou plutôt l'attente d'une amélioration de la stabilité politique dans certains pays de la région, au risque d'être dépassés par l'Union Européenne, la Chine ou la Turquie¹².

- Une approche régionale pour le développement du commerce et de l'investissement avec la région ou plutôt des approches par pays tenant compte des spécificités et des besoins de chaque pays.

Si de négocier des FTA par pays est plus pratique et a plus de chances d'aboutissement, certains analystes américains considèrent l'idée de négocier un accord sur le commerce et

¹¹ A ce dernier titre, les analystes du CRS estiment que l'Autorité de promotion du commerce (Trade promotion authority - TPA) aura sûrement à jouer un rôle majeur dans toute future négociation de FTA avec les pays de la région MENA.

¹² Les investissements internationaux dans la région ont reculé lors de la crise économique de 2009, mais ils ont immédiatement augmenté dès la reprise économique. Or, ils ont de nouveau été réduits depuis les troubles ayant eu lieu et se poursuivant à ce jour dans certains pays de la région.

l'investissement à caractère régional qui, selon eux, en plus de développer les relations de commerce et d'investissement entre les pays de la région MENA et les Etats-Unis, pourrait développer les liens économiques entre les pays de la région même.

Toutefois, les relations politiques entre les pays de la région MENA sont hétérogènes, notamment pour ce qui est des relations avec Israël. Il semble difficile de considérer une zone régionale de libre échange, qui inclurait de facto Israël, ce qui n'est pas envisageable pour l'Iran ainsi que pour nombre de pays arabes de la région.

- La coopération avec l'Union Européenne sur les questions de commerce et d'investissement dans la région MENA.

Dans son discours sur la région MENA, en mai 2011, le Président Obama a suggéré que les efforts américains de développement du commerce et de l'investissement dans la région MENA, devraient se faire en coopération avec l'UE.

Cette coopération pourrait être développée si un Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement est négocié entre les Etats-Unis et l'UE.

Toutefois, les approches respectives des Etats-Unis et de l'UE ont jusque-là été différentes. Les Etats-Unis ont négocié des FTA avec des pays donnés en ayant l'objectif d'aboutir à un accord de libre échange à caractère régional, alors que l'UE a dès le départ opté pour une approche régionale pour l'intégration économique.

Il y a aussi le fait que les Etats-Unis et l'UE ont jusqu'ici été en compétition sur le marché de la région où certains pays de l'UE sont depuis longtemps des partenaires traditionnels.

III – Perspectives de dynamisation de la politique de coopération pour l'investissement entre les Etats-Unis et les pays de la région MENA :

En vue de développer l'investissement direct américain dans la région MENA, plusieurs voies sont à exploiter. Des actions reviennent aux pays d'accueil, ceux de la région MENA, d'autres sont à engager par le pays de départ de l'investissement, soit les Etats-Unis, et d'autres actions sont à entreprendre en commun.

Il est possible, en matière de politique de l'investissement, de conclure de nouveaux accords, réactiver les mécanismes inactifs, développer les accords existants et mettre à jour les accords dépassés. Il faut pour cela :

- Activer les mécanismes TIFA qui existent et qui sont inactifs, comme ce fut récemment le cas pour la Tunisie et Algérie.
- Envisager d'initier de nouvelles discussions pour la conclusion de nouveaux accords TIFA, ce qui offrirait un terrain de dialogue pour développer le commerce et l'investissement.
- Développer les discussions au sein des TIFA existants afin d'arriver à terme à l'établissement de FTA, comme cela est suggéré par les analystes américains pour l'Egypte et les Emirats Arabes Unis¹³.

A noter à ce titre que la conclusion d'un FTA entre les Etats-Unis et l'Egypte ne pourrait apporter ses résultats sur l'économie égyptienne

¹³ CRS

qu'à long terme, ce qui ne répond pas aux problèmes économiques de l'Égypte à court terme, comme la dette publique.

D'autre part, sans des réformes complémentaires, les bénéfices d'un FTA peuvent être limités et certaines entreprises locales alors que les autres peuvent être affectées par la concurrence étrangère.

- Négocier de nouveaux BIT et de nouveaux FTA.

Toutefois, pour la négociation de nouveaux accords FTA, il faudrait réactiver l'autorité de promotion du commerce (Trade Promotion Authority-TPA) qui a expiré en 2007, et qui constitue le pouvoir accordé par le Congrès au Président afin d'introduire certains FTA et faire examiner leur mise en œuvre dans le cadre de procédures législatives accélérées à condition qu'ils remplissent certaines conditions statutaires dans leur négociation.

- Réviser les accords dépassés.

L'Administration américaine négocie des BIT sur la base d'un modèle régulièrement revu, dont la révision a été achevée en avril 2012, ce qui peut permettre d'impulser la négociation de nouveaux BIT.

Dans ce sens, les conseillers du Congrès américain suggèrent la mise à jour des BIT avec l'Égypte et la Tunisie.

Le modèle de BIT sert également de modèle pour les mesures concernant l'investissement dans les FTA.

Pour les analystes et conseillers du Congrès américain, les États-Unis peuvent considérer la révision et la mise à jour du FTA avec Israël qui est entré en vigueur en 1985 alors que le champ du commerce s'est, depuis, beaucoup étendu. Ils soulignent que cet Accord ne comprend pas

de mesures relatives au commerce électronique et les barrières techniques au commerce, qu'il a une couverture limitée des services et des droits de propriété intellectuelle, et qu'il a un effet limité sur le commerce des produits agricoles.

Les Etats-Unis projettent de parvenir à la conclusion d'au moins trois nouveaux protocoles pour le commerce et l'investissement avec la région à l'horizon 2017¹⁴.

Conclusion :

Malgré l'existence d'une importante politique américaine pour le renforcement de l'investissement et du commerce avec la région MENA, région à fort potentiel, il se trouve que l'investissement américain dans cette région est très réduit.

La portée limitée de la politique gouvernementale américaine est, certes, due à des raisons économiques pour ce qui relève des investisseurs, mais elle pourrait aussi s'expliquer par d'autres facteurs directement liés à cette politique elle-même et qui sont autant d'éléments juridiques que politiques.

Pour les facteurs juridiques, les américains assortissent la conclusion des accords de promotion de l'investissement de conditions qu'ils ne trouvent pas systématiquement auprès des pays de la région MENA.

Pour les facteurs politiques, les autorités américaines sont confrontées à des choix stratégiques qui ne sont pas toujours forcément favorables à la région MENA par rapport à d'autres régions, ou qui le sont moins pour certains pays par rapport à d'autres au sein même de la région. Par ailleurs, des

¹⁴ Département d'Etat.

considérations politiques conditionnent, dans une certaine dimension, l'élan américain de promotion des IDE vers certains pays de la région.

On retiendra, enfin, que :

- la dynamisation de la politique américaine des investissements dans la région MENA, nécessite une volonté partagée pour une action commune entre pays de départ et pays récipiendaire.

- la portée limitée de cette politique ne concerne pas tous les pays de la région MENA, puisque les relations de commerce et d'investissement américain sont bien plus développées dans certains pays de la région que dans les autres.

- plus que pour d'autres régions du Monde, l'élément politique à un impact direct sur les relations économiques entre les Etats Unis et les pays de la région

Bibliographie :

• Centre de Recherches en Economie Appliquée pour le Développement (CREAD) : « Les Etats-Unis et le Maghreb : Regain d'intérêt ? », Sous la direction de Abdenmour Benantar. Alger, Algérie, 2007.

- « Regain d'interet américain pour le Maghreb : quelques réflexions préliminaires », par Abdenmour Benantar.

- « Les initiatives américaines (MEPI, GME, BMENA) et le Maghreb », par Abdenmour Benantar.

- « Les investissements américains au Maghreb : Etat des lieux et perspectives », par Tahar Haroun.

- Congressional Research Service : “U.S. direct investment abroad : Trends and current issues”, by James K. Jackson, specialist in international trade and finance. Washington DC, United States of America, December 11, 2013.
- Congressional Research Service (CRS) Report : « US Trade and Investment in the MENA region : overview and issues for Congress ». By Rebecca M. Nelson, Analyst in International Trade and Finance, Mary Jane Bolle, Specialist in International Trade and Finance, Shayerah Ilias, Analyst in International Trade and Finance. Washington DC, United States of America, January 20, 2012.
- Congressional Research Service (CRS) Report : « US Trade and Investment in the MENA region : overview and issues for Congress ». By Shayerah Ilias Akhtar, Coordinator, Specialist in International Trade and Finance, Mary Jane Bolle, Specialist in International Trade and Finance, Rebecca M. Nelson, Analyst in International Trade and Finance. Washington DC, United States of America, March 4, 2013.
- US Department of State : Country fact sheet. Washington DC, United States of America.
- US Commercial Service, Department of Commerce : “Country Commercial Guides”. Washington DC, United States of America.
- US Department of State : “Investment Climate Statements”. Washington DC, United States of America.
- US Department of State : “Build a new stability in the Middle East and North Africa”. Washington DC, United States of America.
- US Department of State : Deauville partnership with arab countries in transition”
- United States Trade Representative (USTR) : “Middle East/ North Africa”. Washington DC, United States of America.

Annexe : Etat des accords et programmes relatifs au commerce et à l’investissement

entre les Etats-Unis et les pays de la région MENA :

Accord/ prog. Pays	OMC ¹⁵	SP	IFA	IT	TA	OPIC	USTDA	Ex-im bank
Algérie	observateur					+	+	+
A. Saou.	+					suspendu		+
Bahreïn	+					+		+
Djibouti	+					+	+	+
Egypte	+					+	+	+
EAU	+					suspendu		+
Irak	observateur					+	+	+
Iran	observateur					Interdit	Interdit	Interdit
Israël	+					+		+
Jordanie	+					+	+	+
Koweït	+					+		+
Liban	observateur					+	+	+
Libye	observateur							+
Malte	+					+		+

¹⁵ Les accords avec l'OMC relèvent des accords multilatéraux, mais ils sont ici mentionnés car les Etats-Unis en tiennent compte dans leur politique de commerce et d'investissement avec les pays tiers.

Maroc	+					+	+	+
Oman	+					+		+
Qatar	+					suspendu		+
Syrie	observateur					Interdit	Interdit	Interdit
Tunisie	+					+		+
B. Gaza						+	+	+
Yémen	observateur					+	+	+

Source : compilation de données du rapport du CRS sur le commerce et l'investissement américains dans la région MENA (mars 2013).